Economie : l'argument de la qualité

Partage international n° 109 – Septembre 1997

par Patricia Pitchon

Un grand débat se déroule actuellement entre les économistes néo-classiques, dont l'influence est prédominante dans le monde des affaires et les cercles gouvernementaux, et ce qu'on appelle les nouveaux économistes, ou économistes alternatifs. Parmi ces derniers, beaucoup ont dénoncé le caractère partial d'indicateurs économiques tels que le PDB (produit domestique brut, ou somme de tous les biens et services produits lors d'une année déterminée), et se sont efforcés de mettre au point un indicateur d'un nouveau genre. Cet indicateur intègre des transactions non monétaires, le travail régulier, mais non payé et qui soutient fortement l'économie monétaire, les échanges informels basés sur le troc, et des facteurs qualitatifs tels que les impacts écologiques.

Un travail important est en cours aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, où se trouve le siège de la Fondation pour la nouvelle économie. La nouvelle économie met l'accent sur le développement d'économies durables. Lors d'une récente interview avec Ed Mayo, directeur de cette fondation à Londres, j'ai émis le point de vue que la durabilité semble parfois être un terme vague, utilisable de bien des manières. Il m'a donné raison, tout en estimant que les nombreuses définitions qu'embrasse ce concept plaident en sa faveur. Le terme de durabilité souligne les préoccupations actuelles face à la croissance non maîtrisée, qui épuise les ressources non renouvelables ou qui crée des impacts écologiques négatifs pour la santé animale, végétale et humaine. Le débat quantité contre qualité peut également être interprété comme un débat croissance contre durabilité, et constitue en définitive un grand débat philosophique sur les valeurs.

Mesurer ce qui importe

Ce que nous mesurons est important, du fait que les politiques gouvernementales sont basées sur ces mesures. Avec les indicateurs habituels du PDB, un pays mesure la croissance sans tenir compte des impacts nocifs de cette croissance. Un bon exemple est l'incidence de l'asthme et d'autres maladies respiratoires, dont la progression est spectaculaire avec l'accroissement du trafic dans les grandes villes du monde. En Grande-Bretagne, l'asthme constitue à présent la troisième cause des admissions hospitalières, et les principales organisations médicales insistent sur l'urgente nécessité d'une révision de la politique des transports. En clair, cela signifie moins de véhicules sur les routes, des zones de circulation réglementées, une amélioration des transports publics, ainsi que la poursuite des recherches sur les carburants non-toxiques. Ce type de recherches sera de toute priorité pour l'amélioration de l'état de santé des citadins et la réduction des dépenses liées aux maladies. Les gouvernements doivent mener des campagnes d'information du public sur les coûts réels engendrés par l'accroissement de la pollution et des maladies qui en résultent. Finalement, un changement de mentalité est nécessaire, et un changement dans les éléments pris en considération dans le calcul de nouveaux indicateurs économiques faciliterait cette tâche. Il ne faudrait plus confondre le prix d'un bien ou d'un service, et son coût réel.

Une autre manière de se persuader des limites du PDB est de considérer tout ce qui n'y est pas intégré, et de mettre l'accent sur le fait que mesurer l'activité économique en tant que telle ne nous renseigne pas sur son caractère nocif ou bénéfique. Ainsi, ce qui est qualifié de croissance dans un pays peut être interprété comme tel pour un secteur particulier de la population, alors qu'une frange importante en est exclue. Et cette exclusion de l'activité économique peut aboutir à un grave recul de la cohésion sociale, avec son cortège de crimes, ce qui peut se révéler très coûteux pour le pays, aussi bons que soient les taux de croissances sur la base de mesures conventionnelles. Ces mesures peuvent masquer des stratégies non monétaires fructueuses, tel le troc. Une certaine activité économique cache des désastres sociaux, qui peuvent finalement se révéler très coûteux pour le contribuable.

Dans les études qu'ils ont menées pour montrer les limites du PDB, Ted Halstead et Clifford Cobb donnent l'exemple suivant : un homme récemment divorcé, se trouvant en phase terminale d'un cancer et venant de déménager est considéré comme un « héros économique », en raison de toutes les activités économiques engendrées dans le sillage de sa maladie, de son divorce et de son déménagement.

L’élaboration de nouveaux indicateurs

Les études sur de nouveaux indicateurs, élargissant la gamme de ce qui est mesuré et s’efforçant de mieux refléter les événements de la vie, ont abouti à la création de l’indice du bien-être économique durable (ISEW). Celui-ci prend en considération le coût de la diminution de la couche d’ozone, le coût des accidents de voitures, la réduction des zones d’habitats et des terres agricoles, les dépenses privées en matière d’éducation et de santé, et il s’efforce d’évaluer des activités telles que le travail domestique non rémunéré, en le comparant, pour un pays donné, au coût du travail domestique rémunéré, tout en incluant d’autres facteurs.

Des graphiques intéressants, publiés récemment par Ed Mayo, montrent qu’en Grande-Bretagne, tout comme aux Etats-Unis, le PDB et l’ISEW ont connu une croissance rapide depuis les années 1950 jusqu’à la fin des années 1970 ; après quoi, le PDB continue de croître, tandis que l’ISEW commence à décliner. Cela semble indiquer que la croissance est bonne jusqu’à un certain point, au-delà duquel des coûts sociaux et écologiques commencent à apparaître. A cet égard, on parle de « seuil ». Cela signifierait que si, d’un côté, certains ont maintenant plus d’argent en poche, la qualité de leur vie semble avoir décliné. Comme le soulignent de nombreux économistes orientés sur la qualité, le problème avec le PDB est qu’il ne peut faire que des additions, jamais de soustractions. Lors de son instauration, il n’avait d’ailleurs jamais été envisagé de lui accorder cette valeur d’indicateur. Or, faute de prendre en considération les coûts réels et les éléments de qualité de vie, tels que l’augmentation de la pollution de l’air, de l’eau et du sol, l’augmentation du bruit, l’accroissement de certaines maladies spécifiques, un rythme de travail plus fébrile avec une diminution du temps passé en famille, etc., on peut voir apparaître de grandes faillites politiques.

L’idée, toujours en vogue auprès des économistes néo-classiques, que l’économie devrait se limiter à mesurer la quantité, est elle-même un critère de valeur. Elle évite la prise en considération des notions de contexte ainsi que de qualité et peut, de ce fait, conduire à des décisions erronées ne répondant pas aux véritables besoins de l’homme.

Auteur : Patricia Pitchon, autrefois journaliste au quotidien colombien El Tiempo. Aujourd’hui basée à Londres, elle est journaliste indépendante. Egalement psychothérapeute, elle travaille avec les réfugiés.
Thématiques : Économie
Rubrique : Divers